



Procès verbal du conseil d'administration du RQIIAC

Le vendredi 15 mars 2013 de 9:00 à 17:00
2187 rue Larivière, Montréal

Le samedi le 16 mars de 9:00 à 12:00
au Centre d'hébergement Saint-Michel
3130 rue Jarry est, Montréal.

Présences :

| | |
|--------------------|----------------------------------|
| André Gauthier | Vice-Président |
| André St-Onge | Bas St-Laurent/ Gaspésie/Iles M. |
| Annik Giguère | Estrie |
| Christian Bergeron | Saguenay /Lac-St-jean |
| Cyndia Brunet | Laval-Montréal |
| Isabelle Poulin | Laurentides |
| Jean-Pierre Simard | Côte-Nord |
| Johanne Gauthier | Mauricie/Centre du Québec |
| Karine Leducq | Secrétaire |
| Marie Boivin | Présidente |
| Mario Lefebvre | Vice président |
| Olivier Duval | Chaudière Appalaches |

| | |
|----------------------|-----------------------|
| Yves Destroismaisons | Outaouais |
| Yvon Desrochers | Lanaudière (vendredi) |

Absences :

| | |
|----------------|------------------------------|
| Mario Duchesne | Québec |
| Vacant | Abitibi/Témis/Nord du Québec |
| Vacant | Laval/Montréal |
| Vacant | Montérégie |

Invités :

| | |
|----------------------------|---------------------|
| Vendredi : Denis Bourque | CROC (absent) |
| Vendredi : René Lachapelle | CROC |
| Samedi: Jacinthe Perron | Trésorière intérim |
| Samedi: Gilles Brazzalotto | Coordonnateur média |

1. Mot de bienvenue de la présidente

Marie Boivin souhaite la bienvenue à tous les administrateurs. Nous amorçons la rencontre un peu en retard, question de logistique pour la visioconférence. En effet, c'est une première, lors d'un CA, de permettre à certaines régions de participer à distance à la réunion lorsque la température ne permet pas la présence d'administrateur. Pour ce faire, la réunion se déroule dans les bureaux de COMMUNAGIR qui a gentiment permis d'utiliser leur matériel de visioconférence. André St-Onge se propose pour être notre opérateur informatique durant la journée.

Karine Leducq nous informe des absences et annonce les démissions de François Dupuis (Montérégie), pour des raisons de santé, et de Jacques Bourgeois (Abitibi/Témis/N. du QC), qui n'a pu participer à aucun CA depuis son élection de l'an dernier. Pour la région de Montérégie, Mario Lefebvre sera le délégué jusqu'à la prochaine assemblée. Karine propose d'envoyer un mot de prompt rétablissement à François Dupuis de la part du CA. Le siège de la région de l'Abitibi/Témiscamingue /Nord du Québec reste toujours vacant, mais la région s'active pour trouver un (E.) prochain (E.) candidat (E.). René Lachapelle incarnera seul la CROC aujourd'hui car Denis Bourque a dû s'absenter pour des raisons personnelles. Demain, Jacinthe Perron et Gilles Brazzalotto se joindront à nous pour la trésorerie et les communications. Karine rappelle que la rencontre de demain se fera au CHSLD Saint-Michel.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Marie B. fait la lecture de l'ordre du jour. Il est proposé de faire des modifications suivantes :

Ajout au point 5 Suivis :

5.6 Politique de remboursement

5.7 NPS

Ajout au point 14 suivi sur la journée d'échange en Montérégie 2013 et du colloque 2014

L'ordre du jour est proposé par Olivier Duval et secondé par Yves Destroismaisons. Adopté à l'unanimité.

3. Adoption du procès-verbal des 7 et 8 décembre 2012

Le procès verbal est adopté avec les modifications suivantes :

Modification dans les présences du nom de : Annik Giguère.

Proposé par Annik Giguère et secondé par Yvon Desrochers. Adopté à l'unanimité.

4. Dépôt du rapport de l'exécutif du 25 janvier 2013

Le compte rendu de l'exécutif a été envoyé avec la convocation et les administrateurs ont pu en prendre connaissance avant la réunion. Les suivis se retrouvent à l'ordre du jour. André Gauthier apporte une modification *au point 3.13 Communication*. Nous aurions dû lire : « André G. va demander au graphiste de retravailler la facture visuelle de l'Infolettre. ».

5. Suivis

5.1 Règlements généraux (R.G.)

C'est fait! Nous en sommes à l'étape de la diffusion. Les administrateurs en ont reçu une copie qu'ils pourront aussi faire parvenir aux membres de leur région. On suggère que les RG soient envoyés aux membres par la liste courriel Infolettre du RQIIAC (Gilles B.) et mis sur le site. Une question est soulevée quant à la liste de diffusion des R.G. aux membres et non-membres ? Les listes d'envoi de certaines régions comportent souvent les deux car peu d'OC ne sont pas membres. Dans ce cas-ci, est-ce que nous l'envoyons aussi aux OC non-membres ? Il est mentionné que pour la région de Montréal, les stratégies de diffusion sont importantes car plusieurs OC ne sont pas membres (50 membres/110 environ) ne voyant pas la nécessité puisqu'ils reçoivent tous les documents sans être membres.

André G. insiste sur la nécessité de creuser la question : *À qui s'adresse nos communications, nos outils ou nos documents officiels ? Aux membres, aux non-membres ? Et quelle (s) voie (s) de communication devons-nous prendre pour rendre l'information disponible ?*

Pour le moment, Mario L. propose de transmettre l'information à l'effet que les RG sont maintenant disponibles sur le site du RQIIAC avec l'hyperlien amenant au document. Ainsi, seuls les membres y auront accès. L'idée trouve un appui unanime.

André G. suggère de regarder avec Gilles B. la liste courriels pour l'Infolettre du RQIIAC. Enfin, il est entendu d'avoir accès à cette liste pour des envois du CE. Une question est posée concernant le reçu d'impôt de l'adhésion. André G. rappelle que les reçus ont été envoyés par la poste avec les affiches de la SNOG.

5.2 Portrait des ressources

Nous avons jusqu'à aujourd'hui pour compléter le portrait OC par régions. André G. mentionne qu'il n'a pas reçu : Estrie, Laval/Montréal, Côte-Nord et Chaudière-Appalaches. Les régions concernées feront suivre à André G. rapidement. François Gagnon n'est plus disponible pour faire la compilation car il est en vacances. C'est donc Mario Duchesne et André G. qui prendront le temps de compiler les portraits d'ici la fin avril. Une présentation comparative avec 2009 pourra être faite pour l'AGA de juin. Le portrait amène un commentaire d'un délégué concernant l'équité salariale qui serait en contestation présentement.

5.3 Power Point du cadre de référence

Mario Lefebvre a envoyé cette semaine la dernière «*version en PPS du cadre de référence*» à Gilles B. pour le Site, section des membres et à tous les délégués. Il nous soumet aussi la «*version de l'animateur*» et il demande de porter une attention particulière à cette dernière qui est plus enrobée, avec des commentaires, là où il y avait des besoins. La présentation en PPS est sur le site, mais pas la «*version de l'animateur*». Les OC qui en auront besoin devront contacter Mario L. pour se la procurer. Yvon D. souligne que les professeurs du comité Université ont fait une demande pour avoir le PPS. André G. propose que nous prenions le temps pour en débattre au point 6 Rapport du Comité RQIIAC- Université.

5.4 Coupures de postes : lettres au ministre et suites

Marie Boivin informe le CA que la lettre a été envoyée au Ministre de la santé la semaine dernière et qu'une copie a été publiée dans le BIC. Nous avons reçu un accusé de réception du cabinet. Marie fera le suivi.

Yvon D. fait un état de situation de Lanaudière. Le CSSS attend un départ à la retraite dans quelques années pour couper un poste. Cependant, la tension est montée d'un cran au CSSS, dans les relations avec les OC. Le directeur adjoint dans une entrevue du journal local a fait mention de l'organisation communautaire comme étant l'un des secteurs les moins performants et donc plus propice à des coupures. Les OC ont réagi vivement et écrit à la direction. Le 20 mars prochain dans le cadre d'une rencontre à la CDC les groupes communautaires vont faire un «exercice d'évaluation» du travail des OC pour rétorquer.

Cet événement soulève la question des statistiques que certains remplissent et qui ne servent pas. Comme elles ne sont pas adaptées à la pratique de l'organisation communautaire, peut-être peuvent-elles être utilisées à notre détriment ? André G. introduit la notion de cadre normatif et certains délégués soulignent les démarches *Lean* dans des CSSS et les obligations de performance même dans le service de l'organisation communautaire. Isabelle P. soulève que dans son CSSS, ils ont ajouté des bilans aux statistiques.

André G. suggère de demander au Ministère si le cadre normatif est toujours actuel dans les plans du Ministère de la santé, s'il va être appliqué et quand. Est-ce qu'il en tient compte en bout de ligne de nos statistiques ? Une autre action à entreprendre : démontrer comment on peut évaluer les interventions communautaires.

Quant à la lettre au Ministre, la Région de Mauricie suggère de l'envoyer à tous les DG de CSSS et à leur président de CA, à la Table des directions de santé publique des Agences. L'idée est très bien accueillie et Marie B. fera une lettre pour accompagner la lettre au Ministre. Karine L. tentera de faire ces envois durant la semaine de la SNOG. Enfin, pour la démarche auprès du

Ministre, aussi député à Sherbrooke, la présidente souhaite obtenir une rencontre et être accompagnée d'un autre membre du CE, de chercheurs (Denis Bourque et un chercheur de l'université de Sherbrooke) ainsi que le DG de son CSSS. Elle gardera informée les membres de la démarche.

5.5 Document de représentations du RQIIAC

Mario Lefebvre présente la dernière version corrigée. Il a été versé sur le site. Merci Mario. Marie B. nous fait un suivi concernant Solidarité rural du Québec. Elle n'a pas eu le temps de faire les démarches auprès de l'organisme. André St-Onge se dit intéressé à être délégué mais la distance semble un obstacle. Yves D. se propose alors d'être le délégué, il doit demander à son CSSS. Johanne Rheault avait participé à une rencontre il y a un an et demi et elle était la seule de la «ville » et seule OC du RQIIAC. Nous maintenons qu'il serait important de faire des liens avec cette organisation et de participer davantage à leurs activités. Dans notre axe de promotion. De quel façon ont pourrait contribuer à leurs rencontres ?

5.6 Politique de remboursement

Tel que mentionné dans le compte-rendu du CE, Marie B. présente la proposition d'augmenter les frais d'hébergement à l'hôtel à 110\$ inscrit dans la politique de remboursement. Adopté à l'unanimité.

5.7 Nouvelle pratique sociale (NPS)

L'équipe dont fait partie Jean-François Ross a reçu tous les textes et a commencé à rédiger l'introduction et la conclusion, comme prévu. Le texte va nous être soumis d'ici le mois de JUIN. Autre suivi avec NPS car ils voulaient participer à nos activités de la SNOC. Marie y verra.

6. Rapport du Comité RQIIAC-Universités, Axe « Promotion de l'action communautaire »

Le comité (délégués : Yvon D. et Johanne R.) a défini un plan d'action 2012-2014 en janvier dernier. Yvon va envoyer le document à Karine L. Douze organisateurs communautaires du Québec se sont déjà inscrits pour être sur la liste des OC disponibles pour faire des présentations dans les cours. La Lettre envoyée à toutes les universités et parue dans le BIC, a été appréciée par des chargés de cours. Le comité travaillera à renforcer les conditions de stages en développant des outils à travers le Québec pour la supervision des stages par les OC en CSSS.

Mario L. a annoncé qu'il devrait quitter le comité. On doit trouver quelqu'un pour le remplacer. Un engagement de 3-4 rencontres par années et de quelques tâches s'il y a lieu. La Visioconférence est aussi possible. Olivier D. à de l'intérêt, mais il va réfléchir.

Concernant la demande de professeurs qui veulent avoir accès à la présentation Powerpoint du cadre de référence, après discussion, il est entendu que les outils doivent être réservés aux membres et que l'on ne peut pas faire exception pour les profs, malgré leur soutien. On fait appel à leur solidarité et les invite à être membres associés du RQIIAC. Pour les professeurs du comité de universités, Yvon D. va leur remettre une copie papier.

7. Dépliant promotionnel du RQIIAC

André Gauthier présente la démarche du comité de travail et prend les commentaires du document envoyé aux délégués. L'objectif de cet outil est à préciser : présenter la communauté de pratique ou promouvoir l'organisation communautaire en CSSS ? Des besoins bien distincts tout en considérant qu'il faut que tous les OC puissent «le sortir au travail». En effet, certains délégués mentionnent que dans leur CSSS, le «RQIIAC» est à éviter. Mario L. ajoute qu'il n'a pas d'outil promotionnel du RQIIAC à donner à ses 5 nouveaux membres. Le projet présenté par André G. s'inscrit dans le 25^e, le document est suffisamment large mais beaucoup de stock. Le comité tiendra compte des commentaires pour la dernière version.

8. La SNOC : Outils et activités

André Gauthier dépose les documents envoyés et indique qu'il y aura un pense bête aussi par courriel. Outils très appréciés. Merci au comité communication et à André G. pour sa créativité. Ce dernier nous rappelle d'envoyer un courriel à Gilles B. sur nos idées de SNOC !

PAUSE

9. Suivis du Comité de réflexion en DC et du chantier à Communagir

Karine Leducq résume la rencontre du «*Groupe de réflexion*» à laquelle elle a participé en remplacement d'André G. à Communagir le 20 février 2013. Tout d'abord, une présentation du résultat du sondage sur la structure des rencontres de ce «*Groupe de réflexion*». Six thèmes ont été retenus (voir document en annexe) qui tournent autour de : L'APPROPRIATION DU POUVOIR D'AGIR DES COMMUNAUTÉS. Les rencontres seront divisées en trois parties : tour de table, expériences terrain et réflexions collectives... Le premier thème exploré étant : INTÉGRATION ET COHÉSION DES PROCESSUS - *comprendre les facteurs qui font en sorte que les communautés aient à composer avec une foule de processus et identifier des pistes de solution pour favoriser la cohésion ou l'arrimage de ceux-ci*. Il y a eu une présentation très intéressante de Christiane Lussier du RQDS des faits saillants d'un *Séminaire Exploratoire* entre les représentants des démarches régionales de développement social et les directions et responsables territoriaux ou régionaux des fonds issus des partenariats entre le gouvernement du Québec et la Fondation Chagnon. «Captivant...».

Participants : Geneviève Giasson, François Gaudreault et Jean-François (Communagir), Chantal Grandchamp (QEF), Christiane Lussier (RQDS), Bill Ninack (La clé), Rafik Boualam (Fondation Chagnon), Pierre Prévault (Avenir d'enfant), Denis McKinnon (Maire de Saint-Justin), Denis Bourque (CROC), France Brochu (Dynamo), Mélanie Chabot (RDS), André Gauthier (RQIIAC)...

10. Partenariat avec la CRCOC : Échange avec Denis Bourque et René Lachapelle

Reconduction de la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire pour 5 ans ! Hé ! Les travaux porteront principalement sur la question du développement de territoire dans le développement des collectivités pour faire face aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux des prochaines années. René Lachapelle présente l'état de la recherche actuelle et du travaille avec la France sur la conception du développement des territoires et de l'organisation communautaire. Le RQIIAC se dégage comme communauté apprenante très forte.

- Estrie : beaucoup de conditions favorables en Estrie pour expérimenter le tout. La deuxième phase de la recherche sera en milieu rural dans le Haut St-François. 8 professionnels en développement des communautés dans cette région collaboreront et formeront un groupe d'accompagnement des communautés. En attente d'une réponse du conseil national de recherche du Canada sur les nouveaux partenariats pour poursuivre les travaux. René mentionne que la Chaire pourrait faire une extension de la recherche dans d'autre territoire. Les tâches reliées à la gestion ressortent beaucoup même si dans nos tâches d'OC ce n'est pas inscrit, pas plus que dans notre cadre de référence. Les entrevues débiteront en juin.
- Rivière des Prairies : recherche sur la table de développement social, nouveau modèle de gouvernance.
- Bellechasse : projet d'accompagnement des communautés.
- Reprise la recherche publiée en 2008 par COMEAU, Yvan, Martine DUPERRÉ, Yves HURTUBISE, Clément MERCIER et Daniel TURCOTTE, *L'organisation communautaire en mutation*, sur l'État de situation de l'organisation en CLSC (comparatif avec une étude en 1988) sur les OC en ligne permettrait de rejoindre l'ensemble des OC. Les agents de développement ruraux et les partenaires dans un milieu comme Québec à l'époque seront aussi invités à répondre. Quand? Relativement à court terme. Hiver 2014
- Préparation d'atelier(s) pour une rencontre internationale prévu en 2015.

Les délégués font mentions de leurs préoccupations :

- Comment être mieux outillés pour débattre en regard des politiques en dc qui se développent dans les CSSS ?
- MAMROT : le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a formé un comité de réflexion sur le développement des communautés. Les Conférences régionales des Élus (CRÉ) ont des leviers financiers et influence le DC. Comment sortir le DC du cadre de la santé ? Les ministères, autre que la santé, qui se préoccupent du DC = un enjeu de leadership, de responsabilité mais aussi financier dans certains territoires. Confronter avec deux ministères qui ne cohabitent pas, Johanne donne un exemple de son territoire sur les proches aidants et deux organismes qui reçoivent du financement.
- La Loi 34 préoccupe beaucoup la région du Saguenay/Lac Saint-Jean. Christian B. mentionne la place des agents de développements ruraux. Est-il souhaitable faire plus de liens avec eux ?
- Déterminants sociaux de la santé. Interface avec l'organisation communautaire ? Notre apport sur les déterminants sociaux de la santé au delà du discours médical. Vidéo sur l'appropriation de ces déterminants fait par l'université Laval. Intéressant à voir. Pas des liens à vous donner...
- Critères d'évaluation du DC. (Yvon D.). Le travail est très évalué en fonction de l'urgence et du milieu hospitalier (André St-Onge). Normalisation de notre travail ? Attention à ne pas comparer les territoires.
- Impact de la féminisation de la profession, du rajeunissement (la technologie) et de l'impact de la formation en travail social.
- Contraintes institutionnelles et des Ministères. Redonner de la force aux milieux locaux. Comment faire pour travailler ensemble les forces locales ? Diffusions des résultats... qu'ils soient plus accessibles. (Site de la Chaire- site de diffusion)

Interpeller la Chaire si nous avons des questions et commentaires. René L. mentionne qu'ils peuvent faire une rétroaction rapide. Proposition d'en faire un point à l'ODJ à chaque CA. Merci René !

DÎNER

11. Modification de la charte : proposition et discussion, Axe « Vie associative et gestion »

Jean-Pierre Simard demande si c'est une proposition informelle de l'AGA de modifier la Charte. Olivier D. et Marie B. répondent que c'est René Lachapelle qui avait soulevé la question, mais que ce n'était pas une proposition officielle. Le CA a été mandaté pour réfléchir à la question des RG.

Olivier D. présente les documents que nous avons reçus par courriel qui résume les pours et les contres. Toutes les personnes consultées mentionnent et souhaitent faire le changement du terme action communautaire pour celui d'organisation communautaire tout en restant inclusif. Olivier D. soulève la question de l'appellation qui a aussi interpellé les personnes qui ont répondu aux questionnaires. Après discussion et un retour historique sur l'exercice de trouver une nouvelle appellation il y a quelques années, nous convenons que nous ne pouvons pas faire fief de ces commentaires. La question devra être adressée aux membres en AGA.

Certains délégués ont soumis la question (ac/oc) en rencontre régionale. Quelques observations et questions des délégués :

- Saguenay/Lac St-Jean (Christian B.) : pourquoi on perd notre temps à en discuter c'est une question de sémantique ! Il propose une nouvelle appellation : ROC
- Laurentides (Isabelle) : statut quo sur l'appellation.
- Québec (André G.) : pour certains, il y va d'un message de fermeture sur l'organisation communautaire alors que le terme action communautaire est plus englobant. Cependant, André a tendance à vouloir se rallier.
- Côte-Nord (Jean-Pierre S.) : pas de nouvelles à l'écran... la visio ne fonctionne pas bien...
- Laval/Montréal (Cyndia B.) : la question (ac/oc) n'a pas soulevée de contestation. Ne pas discuter de l'appellation.
- Bas St-Laurent/ Gas./Ile M. (André St-O) : passons à autre chose. Dans la charte on devrait changer l'appellation. Opportunité de se faire connaître, de visibilité.
- Montérégie (Mario L.) : pour les changements (ac/oc) des règlements généraux et dans la charte il y a moins d'impacts car c'est une question de sémantique. Pour l'appellation, c'est différent. Car il faudrait changer la nature dans les règlements généraux et incidemment la Charte. Marque du RQIIAC.
- Lanaudière (Yvon D.) : Craint la perte de la pratique militante si on change l'appellation et le corporatisme. Marque du RQIIAC.

Résolution 2013-03-15-11.1 : Modification à la Charte et aux RG

Considérant les différents arguments présentés dans la compilation du sondage, il est proposé par Olivier Duval et secondé par Christian Bergeron de :

Changer dans les objets de la Charte et dans les règlements généraux, le terme action communautaire pour organisation communautaire et de présenter les modifications à la prochaine AGA.

Question de clarification soulevée concernant les objets touchés par André Gauthier. Mario Lefebvre répond que trois objets sont touchés, soit : 5.1, 5.2, 5.4.

Demander le vote d'Yves Destroismaisons : 12 contres, 2 pours et 1 abstention.

Proposition rejetée

Amendement 1

Amendement proposé par André Gauthier, secondé par Mario Lefebvre :

*Changer dans les objets de la charte et dans les règlements généraux, le terme action communautaire pour organisation communautaire, **sauf dans les cas spécifiques ou le terme action communautaire fait sens** et de présenter les modifications à la prochaine AGA.*

Demande de précision sur les articles des Objets touchés.

Amendement 1 reformulé

Amendement reformulé par André Gauthier et secondé par Mario Lefebvre :

*Changer dans les objets de la charte et dans les règlements généraux, le terme action communautaire pour organisation communautaire à **l'exception de l'article 5.2.** et de présenter les modifications à la prochaine AGA.*

Question soulevée sur l'adoption en bloc des objets.

Demande de vote : 1 pour, 9 contres et 4 abstentions

Proposition refusée

Amendements 2

Amendement proposé par André Gauthier et secondé par Johanne Gauthier:

*Changer dans les objets de la charte et dans les règlements généraux, le terme action communautaire pour organisation communautaire à **l'exception de l'article 5.2. et que cette proposition soit déposée en bloc à l'AGA.***

Demande de vote : 14 pours.

Proposition adoptée à l'unanimité

Sur la question soulevée dans les commentaires du sondage concernant la modification de la dénomination sociale du RQIIAC. Le débat est lancé :

- Il est proposé de soumettre le point à la prochaine assemblée générale.
- Olivier D. propose de ne pas modifier la dénomination sociale Isabelle seconde.
- Christian B. propose de continuer la réflexion car il n'est pas prêt à prendre une décision.
- Mario L. propose d'arriver en AGA et d'ouvrir la discussion sur cette question soulevée par les commentaires du sondage. Il suggère un appel de comité plénier ou de lancer un concours.
- Jean-Pierre S. : soutien la proposition de Mario L., il mentionne que nous attendions la réaction de l'AGA à la première proposition avant d'en faire une deuxième.
- André G. ajoute que nous n'avons pas obligation de congruence, mais qu'il faut arriver avec quelque chose. Donnons-nous un petit comité de travail d'ici là pour proposer quelques noms.
- Johanne G. est plutôt d'accord avec la proposition de Mario L., demande ce qu'est le terme plénier. (Mario L. de lui répondre, une façon moins formelle de délibérer une proposition en AGA)
- André St-Onge n'est pas prêt à voter pour un nouveau nom aujourd'hui. L'appellation RQIIAC «n'est pas brendable». Allons chercher un titre accrocheur. Notre nom n'a pas d'impact actuellement. Quant à changer... allons chercher un professionnel des communications.
- Marie B. propose de trouver une personne ressource en communication.
- Yvon D. demande la nécessité d'avoir une marque de commerce. Pour lui, le RQIIAC vaut quelque chose et un Tread mark pas vraiment nécessaire. Il se dit «attaché» au nom actuel.

Résolution 2013-03-15-11-2 : Modifier la dénomination sociale

Considérant les éléments de discussion, il est proposé par Olivier Duval et secondé par Christian Bergeron de modifier la dénomination sociale.

Demande de vote : 6 pours, 7 contres, 1 abstention

Proposition rejetée

Résolution 2013-03-15-11.3 : Processus de réflexion sur la dénomination sociale RQIIAC

Il est proposé par Mario Lefebvre et secondé par Annik Giguère de tenir un processus de réflexion durant l'AGA sur la volonté de changer la dénomination sociale et de faire la réflexion sur le changement de dénomination sociale s'il y a lieu.

Demande de vote : 12 pours, 2 abstentions.

Proposition adoptée à la majorité.

12. Membre honoraire : proposition et discussion

Cyndia Brunet présente les résultats du travail du comité sur les membres honoraires. (Voir le document en annexe). Des suggestions sont faites :

- 1- Décret pour cette année ;
- 2- Enjeux sur la question des membres vs membre honoraire ;
- 3- Dans le cadre du 25^e contribution particulière à la vie associative au RQIIAC il est proposé de nommer un homme et une femme.
- 4- Proposition d'hommes et de femmes.
- 5- Proposition d'un échancier pour la politique de reconnaissance.

Suite aux questions et réflexions :

Résolution 2013-03-15-12.1 : Nomination de membres Honoraires

Il est proposé par André Gauthier et secondé par Johanne Gauthier. que [REDACTED] et [REDACTED] soient nommés par décrets comme membre honoraire du RQIIAC.

Personne ne demande le vote ;)

Adopté à l'unanimité.

Il sera grandement apprécié de garder les noms secrets jusqu'au dévoilement lors de l'AGA. Le CE est aussi mandaté pour réfléchir au «cadeau». Quelques suggestions sont données : certificats, œuvres artistiques...

Il est aussi proposé de garder au CA la décision d'élire les membres honoraires plutôt que d'avoir un comité. Moins lourd. Pour le reste, le comité proposera une procédure comme mentionnée dans le calendrier à l'automne-hiver prochain.

PAUSE

13. Rapport du registraire

André Gauthier remet les premières cartes de membres aux délégués ! Il dépose le rapport du registraire 2011-2012-2013. Une augmentation de 17 % par rapport à l'année dernière. Les délégués sont enclins à distribuer aux membres de leur région les cartes. Mario Duchesne, qui est absent aujourd'hui, assurera le suivi de la compilation du portrait.

14. Suivi sur la Journée d'échange en Montérégie et du colloque 2014. Axe « Soutien à la communauté de pratiques »

Journée d'échange

Mario Lefebvre nous questionne sur la préparation de l'AGA. Il mentionne que 20 personnes sont inscrites jusqu'à présents. Le CE verra à préparer l'AGA et faire la convocation. L'animation sera classique cette année.

Colloque 2014

Le contenu prend forme, le colloque se déroulera dans la région du Lac St-Jean. La journée du jeudi au CEGEP de St-Félicien suivi d'un banquet autochtone. La deuxième journée se fera dans une ou les autres (9) municipalités. Le thème : Se nourrir et s'enrichir, cultivons nos territoires (communautés). L'AGA se fera au ZOO de St-Félicien le mercredi soir et nous pourrons faire un tour de nuit dans le ZOO.... Un Zoo la nuit !!

15. Appel de candidatures pour la Journée d'échange 2015 et le colloque 2016

Nous faisons l'appel de candidature aujourd'hui et prendrons une décision en juin.

Journée d'échange 2015 : pas encore de prospect...

Colloque 2016 : la région de l'Abitibi - Témiscamingue devait se mettre en ligne avec nous, mais nous n'avons toujours pas de nouvelles.

Karine L. se propose pour faire un tableau des colloques et journées d'échanges antérieurs.

16. Nouvelles du comité international

Le comité ne s'est pas réuni depuis septembre. De plus, il y a eu un coup d'état au Mali. Annik G. fera une relance des membres du comité (Chantal Plamondon et Johanne Rheault) pour qu'il puisse faire un état de situation du comité, et nous soumettre leurs recommandations sur la poursuite du comité, ses objectifs, le Mali ou d'autres alliances à développer.

17. Vies régionales : Comment ça va?

Activité durant la SNOG en Mauricie, un point de presse sur le DC à Athabasca.

Ajournement

L'ajournement se fait à 17h00.

Ouverture, Samedi 16 mars 2013

L'ouverture se fait à 9h par Marie Boivin.

18. Rapport financier

En changeant l'adresse du compte RQIIAC Colloque de Montréal au Saguenay, la Caisse d'économie solidaire a changé aussi l'adresse du compte RQIIAC donc Jacinthe Perron n'a pas reçu les relevés de Caisse de janvier et février. Christian B. et Karine L. vont faire le changement.

L'état des résultats est présenté par Jacinthe en date du 15 mars 2013.

- Le chèque pour la cotisation de Coalition pour solidarité santé serait à envoyer.
- L'assurance augmente de 15 \$ pour les événements.
- Poste *Autre activité*, il y a 3000 \$ budgété mais aucune dépense.
- L'avance de fonds de 1500 \$ de Montérégie n'est pas inscrite. Il faut vérifier si le chèque (résolution du CA de septembre) a été fait, il n'est pas dans le bilan.
- *Revenu d'adhésion* : André G. est surpris car le montant ne correspond pas au nombre qu'André semble avoir déposé. Jacinthe P. et André G. feront la vérification.
- Jacinthe a envoyé les rapports d'impôt des 10 dernières années. Nous pourrions récupérer les taxes depuis avril 2012. Les abonnements 40 \$ taxes incluses.

Résolution 2013-03-16-18.1 : États des résultats et du Bilan 15 mars 2013

Il est proposé par Christian Bergeron et secondé par Cyndia Brunet de recevoir les États des résultats comparatifs et le Bilan au 2013-03-15.

Adopté à l'unanimité.

Nous finissons l'année financière et sommes en phase transitoire. Nous recherchons une personne pour être trésorier. Yves D. est intéressé, il va voir avec Jacinthe P. ce que le rôle implique.

Jacinthe P. ne pourra pas faire la vérification financière cette année comme voté à la dernière AGA. Elle a vérifié dans sa région les personnes intéressées à la remplacer. À levée la main pour faire la vérification financière : Véronique Robert de Massie et Christine Paquette.

Résolution 2013-03-16-18.2 : Comité de vérification des États financiers 2012-2013

Il est proposé par Mario Lefebvre et secondé par André St-Onge que Véronique Robert de Massie et Christine Paquette vérifient, à titre de comité de vérification, nos états financiers 2012-2013.

Adopté à l'unanimité.

19. Production de l'Interaction: participation et appréciation, Axe «soutien à la communauté de pratique»

Gilles Brazzalotto souligne l'excellente participation de l'Estrie, de Lanaudière et de l'Outaouais dans le dernier BIC. Un apport important des régions dans les articles de la base et bons commentaires des lecteurs. Une main d'applaudissement, contenu riche et intéressant. Merci !

Prochains régions : Capitale Nationale, Montérégie, Saguenay et Laurentides. 15 mai dates limites d'envoi et parution le 1 juin.

Devons-nous limiter le nombre des pages ? Le dernier avait 28 pages papiers. Il y a des coûts pour l'infographie et non pas sur l'impression puisque nous versons le BIC sur le site. De plus, on veut faire participer les régions. Il faudrait budgéter combien coûte la page. Il est proposé de rester vigilants, mais pour le moment nous ne limitons pas le nombre des pages.

Gilles B. mentionne qu'il a travaillé avec Jacinthe P. pour la relecture du BIC. Il demande si d'autres personnes seraient intéressées. La tâche existe, ça prend du monde pour relire les textes.

Résolution 2013-03-16-19 : Comité de lecture BIC

*Il est proposé par André Gauthier et secondé par André St-Onge d'officialiser le comité de lecture : Jacinthe Perron, Gilles Brazzalotto, et membres du ca qui ont disponibilité.
Adopté à l'unanimité.*

20. Plan de communication : présentation du plan d'action et discussion

Gilles B. présente le plan de communication travaillé avec le comité communication (Olivier D., Gilles B., Annik G., André St-O. et Marie B. ou André G.) durant trois rencontres en visioconférences. Nous allons recevoir le document et nous allons pouvoir envoyer nos commentaires à Gilles B. et aux membres du comité d'ici vendredi prochain. Le document est déjà en ligne.

Les objectifs retenus :

1. Développer l'appartenance à la communauté de pratique ;
2. Partager les modes de fonctionnement des vies locales et régionales des OC;
3. Partager les analyses d'enjeux ;
4. Faire connaître l'organisation communautaire auprès du réseau ;
5. Favoriser les échanges sur les pratiques.

Réactions et questions : créer un forum internet ? Vampiriser la liste Google? Gestion des deux pages Facebook : RQIIAC et RQIIAC événements. Nous n'en ferons qu'une... Cyndia B. se propose d'alimenter la page Facebook elle se joindra donc au comité communication. Pour la liste Google nous devons prendre une décision. Le comité fera une proposition en septembre.

Gille B. apporte un élément pour discussion : Faire reconnaître les régions.

Cet objectif spécifique touche *l'Appartenance à la communauté* et le *Partage d'enjeux locaux*. Nous devons prioriser cet objectif et le mettre dans une seule catégorie, soit celui de l'Appartenance.... Un onglet est prévu sur le Site, le défi c'est de savoir quoi mettre dedans. À suivre.

Gille B. annonce la visite de 333 personnes sur le site depuis le 1 janvier : Infolettre et BIC. Il termine par la présentation des onglets du site. Il mettra les liens Facebook et le logo du 25^e sur le site.

21. Création de la boîte à outils : rapport du comité

Gilles B. nous fait part des discussions et recommandations du comité. Il y aura la création d'une boîte à outils. Pour éviter de mettre au fur et à mesure les textes, un choix de 5 axes seront mis en bloque sur le site. Une grille d'analyse commune sera développée pour le choix des documents à mettre dans la liste. Une étude est en cours pour un moteur de recherche. Enfin, la collecte des « précieux documents » est à venir.

Il est proposé d'envoyer une lettre de remerciement pour le journal interne du CSSS de Lanaudière. Grâce au travail de Lanaudière, leurs travaux résonnent dans toute la province.

Communication et 25^e : à lire, article du BIC. Gilles B. propose de réfléchir et développer quelques idées sur l'aspect communication du 25^e - Site avec le comité.

PAUSE

22. Collectif pour un Québec sans pauvreté : discussion sur les enjeux et perspectives, Axe « Solidarités et luttes sociales »

Danièle Auclair notre déléguée au Collectif pour un Québec sans pauvreté vient nous présenter les enjeux et les perspectives du Collectifs. Il y a eu plusieurs rencontres sur deux jours (sep. nov. fév. avril). Elle distribue différents documents (en annexe). Le Collectif a développé une vision et des perspectives stratégiques déposées et discutées en février dernier. Danielle présente le plan d'action. Une campagne porte sur : *Fixer des cibles de revenu pour le Québec* et une tournée intitulée : *Un scandale qu'on ne peut plus ignorer*. Les actions et revendications portent sur : le bilan de la Loi 112 (Lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale), la lutte aux préjugés, l'incitation au travail ; les coupes à l'aide sociale ; rendre le travail payant ; tenue d'une commission parlementaire ouverte et itinérante sur la pauvreté et la couverture des besoins de base. Un calendrier des actions est disponible ainsi que du matériel pour les régions.

Danielle mentionne que plusieurs s'inquiète de l'augmentation \$\$ du panier de consommation des ménages. Des lettres seront envoyées à chaque Ministre et députés. Elle mentionne que des régions sont plus actives comme le Saguenay Lac Saint-Jean et l'Estrie, souvent là où il y a des regroupements régionaux. Pas de structure bien établie dans le collectif les groupes ne suivent pas toujours car les organismes n'ont pas le temps. Elle nomme la tournée de quelques régions du politologue et économiste Ricardo Pétrella (conférencier italien) invité à l'automne par le collectif pour parler des processus d'appauvrissement. 10^e anniversaire de la loi 112. Coalition contre la hausse de la tarification. Semaine du 17 octobre contre la pauvreté. Travaille pour qu'il y ait des actions dans chaque région à l'automne prochain.

Comment Danielle peut être soutenue ? Elle souhaite ne pas juste être déléguée mais développer un réseautage avec les régions. Actuellement, elle ne connaît pas les OC impliqués régionalement, la participation est assez faible et sur la base plutôt individuelle des OC. Nous suggérons une première liste des noms des OC impliqués dans les régions.

Oc impliqués sur les tables de luttes à la pauvreté :

- Bas St-Laurent/Gaspésie/Ile de la Madeleine : 2-3 (Luc Podevin, Ginette ?, Gilles Arseneault)
- Outaouais : Yves Destroimaisons pour son CSSS, va vérifier les autres CSSS
- Mauricie/ Centre du Québec: va vérifier
- Saguenay/ Lac St-Jean : 5-6 oc un par CSSS : Chantal Boivin, Judith..., va vérifier
- Québec: ? Va vérifier
- Chaudière/Appalaches: 5 oc impliqués, un par CSSS et un comité régional: François Baril, Lianne Lévesque, Pierre Pelchat... va vérifier
- Laval: personne
- Montréal : Cyndia va vérifier
- Estrie : 7 oc impliqués, un par CSSS, va vérifier.

Relancer les autres régions: Karine L.

Positionnement sur des enjeux par le RQIIAC.

PAGSIS (Plan d'action gouvernementale pour une solidarité et l'inclusion sociale). Exemple de positionnement sur des enjeux André G. propose que l'on prenne de train en route et qu'on essaie d'être plus proactif dans l'avenir. Est-ce qu'on s'inscrit dans la dénonciation des coupures à l'aide sociale puisqu'il y a actuellement une campagne de lancée demande André ? Il propose que durant la semaine de la SNOG, la RQIIAC s'associe à la démarche de dénonciation. André pourrait travailler sur la lettre. Olivier seconde la proposition. Toucher aussi les mesures sur l'assurance emploi.

Résolution 2013-03-16-22.1 : Lettre de dénonciation des coupures de l'aide sociale

Il est proposé par André Gauthier et secondé par Olivier Duval d'écrire une lettre de dénonciation des coupures à l'aide sociale à la première Ministre Mme Marois. Adoptée à l'unanimité.

Retour au plan d'action par Olivier D. sur l'axe rouge. Il questionne la prise décisionnelle sur ce genre d'enjeux. Décisions par de nos délégués, par le CE, le CA ou les membres ? Vote sur le site ? Un guide serait à développer et Olivier D. se propose pour faire une ébauche.

Résolution 2013-03-06-22.2 : Guide d'appui aux solidarités

Il est proposé par Olivier Duval et secondé par Yves Destroimaisons de rédiger un guide d'appui aux solidarités de 5-6 pages. Adoptée à l'unanimité.

Coalition solidarité santé. Y aurait-il des liens à faire avec la personne qui nous représente aussi ? Outil d'appropriation ? À voir une prochaine fois. Merci Danielle Auclair

23. Varia


Aucun

24. Évaluation de la rencontre

Rencontre qui s'est très bien déroulée, constructive, pas peur des points de vues, respectueuse, groupe mature. Un défi de passer à travers l'ordre du jour et équilibre avec les sujets de discussion. Fatigués en pm durant le débat ac-oc. Visioconférence : difficile pour Jean-Pierre mais intéressant. Parle de la volonté d'assister au Ca. Technicien pas prévu et outils mauvais. Mettre le temps avant pour préparer la visioconférence. André St-Onge s'offre pour apporter les outils. Prochaine réunion à 10h le 6 juin.

25. Levée de l'assemblée

Sur proposition Olivier Duval et secondé par Annik Giguère l'assemblée est levée à 12h 05. Adopté à l'unanimité


Karine Leducq
Secrétaire du RQIIAC